

Plus haut niveau historique de soutien à un mouvement social : 91% des Français estiment justifiées les manifestations de policiers



Selon un sondage exclusif Ifop pour Atlantico, 91% des Français estiment que les récentes manifestations de policiers sont "justifiées". Un chiffre qui s'explique autant par la bienveillance des Français envers cette corporation que par un fort désir d'une politique pénale plus sévère.

Avec Jérôme
Fourquet

Atlantico : Quel est selon vous le principal enseignement de ce sondage ?

Jérôme Fourquet : À l'instar de ce que l'on avait déjà pu observer en 2001 à l'occasion d'un très large mouvement de colère et de grogne dans la police et la gendarmerie, l'opinion publique soutient massivement ses policiers. 91% des Français estiment en effet le mouvement actuel comme étant justifié (dont 60% qui le trouvent tout à fait justifié). On observe donc un soutien massif des Français vis-à-vis de leurs policiers. Ces derniers se sentent souvent déconsidérés ou mal-aimés par la population, mais nous voyons bien que lorsqu'ils descendent dans la rue, ils bénéficient de la compréhension et de la bienveillance d'une écrasante majorité de Français.

Nous constatons également grâce aux données de l'Ifop que les chiffres en eux-mêmes sont significatifs et parlants, mais peut-être encore plus si l'on compare le niveau de soutien dont bénéficient les policiers avec le niveau de soutien moyen vis-à-vis des mouvements sociaux de ces 20 dernières années. On voit ainsi que ce sont les policiers qui sont les plus massivement soutenus par les Français, bien plus que d'autres corporations.

-
-
-
-

Ce soutien des Français est à mettre en lien avec deux phénomènes.

Premièrement, le gouvernement a tout d'abord adopté une attitude de rappel à l'ordre, la règle et la discipline, en rappelant que les policiers n'avaient pas le droit de faire grève – et donc de manifester – en service, encore moins munis de leurs armes. La première réaction des pouvoirs publics, par le biais du directeur général de la police nationale, a notamment été d'indiquer qu'il y aurait sans doute une enquête de l'IGPN pour identifier les meneurs de ce mouvement-là. Mais très vite, le ton a changé du côté du

gouvernement (comme cela avait été le cas en 2001), avec un discours beaucoup plus compréhensif et conciliant (pour schématiser : on désapprouve la forme mais on comprend bien que sur le fond il y avait une souffrance et des difficultés). Les représentants des syndicats de police ont donc été très bien reçus au ministère de l'Intérieur mais aussi au ministère de la Justice. Ce mouvement n'est pas un mouvement catégoriel classique se basant sur des questions de rémunérations ou d'avancées de carrière, mais sur des sujets plus profonds qui ont notamment trait à la question de la légitime défense et de la politique pénale du gouvernement. Dans l'esprit de nombreux policiers, leur travail est réduit à néant ou à pas grand-chose par le fait que la justice ne suive pas derrière et que les individus interpellés soient très peu, pas assez ou pas du tout condamnés.

Deuxièmement, si le soutien est massif dans l'opinion publique, c'est encore une fois l'expression d'une solidarité et d'une bienveillance des Français vis-à-vis de leurs policiers, mais cela traduit aussi une demande d'une politique pénale plus lourde et plus sévère, reflétant un certain durcissement de l'opinion publique sur la question de la sécurité et la lutte contre la délinquance.

>>>> Lire aussi : [91% des Français estiment que les jugements et les peines prononcés pour terrorisme ne sont pas assez sévères](#)

Nos concitoyens raisonnent de la manière suivante : si les policiers en viennent à manifester, cela signifie que leur propre sécurité n'est plus garantie, et que donc la sécurité globale s'est très fortement dégradée dans certains endroits.

C'est là-dessus que cela va se jouer maintenant. Pour l'instant, le gouvernement a répondu de manière assez classique sur un registre catégoriel et syndical (promesse d'accélérer le recrutement, faire rentrer en dotation des équipements de protection), mais le fond du malaise concerne des thématiques de plus grande ampleur (légitime défense et solidarité de la justice). Répondre à cela nécessite des choix politiques beaucoup plus contraignants que des annonces de renforts d'effectifs ou d'augmentation des moyens budgétaires et matériels.

-
-
-
-
-
-
-